



HAL
open science

L'Arabie Saoudite, entre violence et réforme

Stéphane Lacroix

► **To cite this version:**

Stéphane Lacroix. L'Arabie Saoudite, entre violence et réforme. *Politique étrangère*, 2004, 59 (4), pp.743-754. 10.3406/polit.2004.1106 . hal-03416790

HAL Id: hal-03416790

<https://sciencespo.hal.science/hal-03416790>

Submitted on 8 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'Arabie Saoudite, entre violence et réforme

Lacroix

Citer ce document / Cite this document :

Lacroix. L'Arabie Saoudite, entre violence et réforme. In: Politique étrangère, n°4 - 2004 - 69^eannée. pp. 743-754;

doi : <https://doi.org/10.3406/polit.2004.1106>

https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_2004_num_69_4_1106

Fichier pdf généré le 13/04/2018

Abstract

The Saudi Arabia Between Violence and Reform by Stéphane Lacroix The two questions of reform and political violence have become the center of all discussions about the future of the Saudi kingdom Our approach here is to examine the recent evolutions that have taken place within the Saudi political-intellectual sphere in order to get better understanding of the nature and potential of the new forces involved on the one hand the jihadi salafi movement from its ideologues to its activists who have claimed responsibility for most of the terrorist acts committed in the kingdom since May 2003 on the other hand the islamo-liberal reformist trend who has been behind most of the political petitions presented to the royal family since January 2003 The regime has up to now been reasonably successful in its fight against the jihadis while it has taken number of preliminary steps towards political social and religious change But will it prove determined enough not to rest on the laurels earned by its security successes and to continue on the path of reform

Résumé

Réforme et violence politique sont désormais au centre des discussions sur l'avenir de l'Arabie Saoudite. Le champ politique et intellectuel saoudien a connu ces dernières années des évolutions importantes : d'un côté, l'émergence d'un puissant mouvement salafiste djihadiste, mêlant idéologues et activistes, qui a revendiqué la responsabilité de la plus grande partie des actes terroristes dans le royaume depuis mai 2003 ; de l'autre, l'émergence d'un important courant réformiste "islamo-libéral", qui est à l'origine de la plupart des pétitions politiques présentées à la famille royale. Jusqu'à présent, la bataille contre les radicaux est un relatif succès et des étapes vers un changement politique, social et religieux ont été franchies. Mais le régime saura-t-il se montrer assez déterminé pour ne pas se reposer sur ses lauriers sécuritaires et poursuivre la voie de la réforme?

Stéphane LACROIX

L'Arabie Saoudite, entre violence et réforme

Réforme et violence politique sont désormais au centre des discussions sur l'avenir de l'Arabie Saoudite. Le champ politique et intellectuel saoudien a connu ces dernières années des évolutions importantes : d'un côté, l'émergence d'un puissant mouvement salafiste djihadiste, mêlant idéologues et activistes, qui a revendiqué la responsabilité de la plus grande partie des actes terroristes dans le royaume depuis mai 2003 ; de l'autre, l'émergence d'un important courant réformiste « islamo-libéral », qui est à l'origine de la plupart des pétitions politiques présentées à la famille royale. Jusqu'à présent, la bataille contre les radicaux est un relatif succès et des étapes vers un changement politique, social et religieux ont été franchies. Mais le régime saura-t-il se montrer assez déterminé pour ne pas se reposer sur ses lauriers sécuritaires et poursuivre la voie de la réforme ?

Politique étrangère

L'Arabie Saoudite occupe depuis le 11 septembre 2001 le devant de la scène médiatique internationale. Les accusations américaines de soutien au terrorisme formulées à l'encontre de membres-clés de l'élite politique et économique du pays, puis les supposées intentions de l'Administration Bush d'une partition par la force, qui décrocherait du cœur *najdi* la région pétrolifère de Al-Hasa où réside la minorité chiite, enfin les images des débris calcinés des *compounds*¹ visés par une série d'attentats meurtriers en 2003, ont successivement fait la une de la presse internationale. On parle moins en revanche des dynamiques qui traversent depuis quelques années un champ politique local en pleine recomposition. Il est pourtant essentiel d'étudier ces dynamiques pour comprendre tant la situation politique dans laquelle se trouve actuellement l'Arabie Saoudite que la manière dont elle est armée pour affronter les nombreux défis auxquels elle fait face.

Stéphane Lacroix, diplômé de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), est actuellement doctorant à l'Institut d'études politiques de Paris.

1. Les *compounds* sont des complexes résidentiels où vivent la plupart des Occidentaux en Arabie Saoudite (NDLR).

De nouvelles dynamiques, de nouveaux acteurs

Il faut d'abord souligner que, contrairement aux idées reçues, le 11 septembre n'a pas, sur le plan des dynamiques internes, constitué une véritable rupture. Les transformations observées après cette date ont toutes, en effet, des origines qui lui sont antérieures, les événements du 11 septembre n'ayant le plus souvent servi que de catalyseur à des dynamiques déjà en germe. Les années 1998-1999, marquées par une série d'événements importants, constitueraient en réalité un meilleur repère : c'est alors que le prince héritier Abdallah – bien que censé, depuis 1996, remplacer son frère Fahd à la tête de l'État – parvient à s'imposer au sein de sa fratrie pour enfin peser dans les choix politiques de son pays. Une politique de libéralisation relative du système est mise en œuvre, qui se traduit par une plus grande ouverture des médias et l'autorisation de l'usage public d'Internet d'une part, et par la libération des principaux prisonniers politiques d'autre part : majoritairement des islamistes ayant conduit l'opposition du début des années 1990. Sur le plan international, c'est pendant ces années que s'affirme le pouvoir des Talibans en Afghanistan, le pays redevenant un pôle d'attraction pour les militants djihadistes saoudiens – comme il l'avait été jusqu'à la guerre civile –, en même temps qu'un pôle d'inspiration pour leurs idéologues.

On voit ainsi pendant ces deux années émerger sur la scène politique saoudienne une multiplicité de courants nouveaux portés par des intellectuels qui profitent du climat de relative libéralisation pour se réunir, débattre et faire connaître leurs thèses, notamment en investissant l'espace virtuel de l'Internet ouvert aux particuliers saoudiens depuis 1999. L'opposition islamiste du début des années 1990, *al-Sahwa al-Islamiyya* (« Le Réveil islamique »)², dont les principales figures – Salman al-Awda et Safar al-Hawali – sont libérées en 1999, se voit dès lors contester le leadership de la scène islamiste saoudienne par deux nouveaux acteurs, qui ne tardent pas à faire parler d'eux : les islamo-libéraux et les salafistes-djihadistes. Dès leur sortie de prison, al-Awda et al-Hawali se sont l'un et l'autre empressés d'offrir au pouvoir des gages de leur nouvelle modération – n'en déplaise, on le verra,

2. Couramment appelée *Sahwa*.

à certaines de leurs ouailles –, aussi bien sur la question de la critique interne du régime, que sur celle du rapport au monde occidental. Cette nouvelle logique conciliatrice des cheikhs issus de la *Sabwa* culminera avec leur condamnation sans appel des attentats du 11 septembre puis, quelques mois plus tard, avec la signature d'un manifeste appelant, dans une langue plus empreinte de nationalisme saoudien que d'islamisme internationaliste, à la coexistence pacifique et au dialogue avec l'Occident.

Le courant salafiste-djihadiste : de la théorie à la pratique

C'est précisément contre cette modération affichée des cheikhs de la *Sabwa* (transmuée en « Nouvelle *Sabwa* »), que se construit à partir de 1999 le courant salafiste-djihadiste. C'est d'abord autour de Hamud al-Chu'aybi, un cheikh aveugle, âgé et influent de la ville de Burayda qui avait apporté son soutien à la *Sabwa* au début des années 1990, que s'affirme ce « front du refus ». Les deux thèmes de prédilection de ces cheikhs vont dès lors être d'abord (et comme cela avait été le cas dix ans plus tôt avec la *Sabwa*) la dénonciation de la présence américaine sur « la terre des deux Lieux saints », et le soutien aux Talibans, dont ils entendent légitimer le pouvoir et les décisions politiques par une série de *fatwas*. C'est notamment le cas lors de la polémique qui éclate en mars 2001 autour de la question de la destruction des bouddhas de Bamyân, que ces cheikhs soutiennent sans réserve³. Cette logique culmine au lendemain des attentats du 11 septembre lorsqu'ils se font les seules voix ouvertement dissonantes dans un champ islamiste saoudien qui condamne largement les attaques. Le 13 septembre 2001, Hamud al-Chu'aybi, immédiatement suivi par ses principaux lieutenants, légitime dans une *fatwa* devenue célèbre ce qu'il nomme « la razzia sur New York et Washington ». Après son décès en décembre 2001, il est remplacé à la tête du courant salafiste-djihadiste par un groupe de cheikhs plus jeunes, mené par Ali al-Khudayr et Nasir al-Fahd. Au plan intérieur, ceux-ci vont mettre leur fougue au service d'une critique sans concession de la *Sabwa* et de ses supposées compromissions avec le pouvoir. Sur le plan extérieur, à un

3. L'ensemble de ces textes étaient disponibles sur les sites Internet de ces cheikhs jusqu'à ce qu'ils soient désactivés après leur arrestation en juin 2003.

moment où la « guerre contre la terreur » va bon train et où les cheikhs susceptibles d'apporter ouvertement une caution religieuse à la mouvance djihadiste internationale se font de plus en plus rares, ils vont s'en faire s'en faire les hérauts.

L'approche de la guerre en Irak renforce la détermination de ces cheikhs, dont le souci principal devient de dénoncer par avance toute assistance que pourrait apporter le régime saoudien aux États-Unis pour la guerre ou sa préparation. Nombre d'ouvrages et de manifestes portant des titres évocateurs (tel *Sur l'impiété de celui qui prête assistance aux Américains*⁴...) circulent alors sur le réseau des sites Internet qui leur sont liés. Quoique les menaces ne soient jamais explicites, il n'en faut pas plus pour que le régime se sente en danger. Quelques semaines avant le déclenchement de la guerre, un premier coup de filet intervient dans les milieux salafistes-djihadistes et, pour la première fois, ces cheikhs sont ouvertement traqués. Les attentats du 12 mai 2003, dont la paternité intellectuelle leur est attribuée par les autorités et où périssent 34 personnes – des occidentaux pour la plupart – dans trois *compounds* de Riyad, scellent leur destin. Les principaux d'entre eux sont arrêtés le mois suivant à La Mecque mais leur disparition de la scène politico-religieuse saoudienne ne met pas fin pour autant à la violence. Le corpus d'ouvrages, de manifestes et de *fatwas* qui constitue leur héritage demeure en effet l'une des sources de légitimation principales des groupes djihadistes violents qui, depuis mai 2003, ensanglantent le pays.

Les attentats du 12 mai 2003 marquent en effet le début d'une longue série d'actions terroristes, menées alternativement par un groupe se faisant appeler « Al-Qaida dans la péninsule arabique » (*Tanzim al-Qaida fi Jazirat al-'Arab*) et un autre portant le nom de « brigades des deux Lieux saints » (*Kata'eb al-Haramayn*). Le premier a revendiqué dans sa revue électronique *La voix du djihad* (*Sawt al-Jihad*), l'ensemble des actions frappant les Occidentaux : les attentats du 12 mai 2003, ceux du 8 novembre 2003 qui frappent le *compound al-Muhayya*, provoquant la mort de 17 personnes, les attaques anti-occidentales de Yanbu et al-Khobar en mai 2004, puis une grande partie des assassinats individuels d'occidentaux, qui se sont multipliés depuis le mois de juin 2004. Le second – qui dans son manifeste fondateur, publié sur son site Internet,

4. Nom d'un ouvrage de Nasir al-Fahd disponible sur Internet à l'automne 2002.

se présente comme un organe complémentaire du premier et ne poursuivant pas d'objectifs séparés⁵ – s'est attribué les actions menées contre les autorités saoudiennes : tentatives d'assassinat sur des princes et officiers de haut rang, ou attentat contre un bâtiment de police à Riyad le 21 avril 2004. Ce second groupe semble ainsi s'être fixé pour mission de « punir les traîtres » à la cause djihadiste.

Comme c'était le cas – bien qu'en termes plus voilés – pour les cheikhs salafistes-djihadistes, les activistes radicaux manient une double rhétorique de « lutte contre l'occupant croisé » et de « lutte contre le régime apostat des *al-Sa'ud* », l'un et l'autre thèmes semblant, dans leurs esprits, constituer les deux facettes d'une même réalité. Dans un pays où la pauvreté progresse, où le chômage atteint 30 %, où de plus en plus de jeunes Saoudiens perdent confiance en un avenir qui n'apparaît plus prometteur alors que les expatriés occidentaux continuent de vivre dans l'abondance, coupés de la population saoudienne, à l'abri des murs de leurs luxueux *compounds* – alimentant tous les fantasmes –, de tels slogans ont tout pour avoir un fort potentiel de mobilisation.

Or, force est de constater que la vague de violence a gardé, somme toute, une ampleur limitée : « le soulèvement islamiste » prédit par les Cassandre n'a pas eu lieu. La plupart des activistes tués ou arrêtés jusqu'à présent étaient des militants socialisés dans les cercles djihadistes internationaux, le plus souvent en Tchétchénie ou en Afghanistan d'où ils sont revenus après le 11 septembre, et étaient déjà connus des services de sécurité saoudiens. Cela explique par exemple la publication, cinq jours avant les attentats du 12 mai 2003, des photos de 19 de ces activistes dans les journaux nationaux, accompagnées d'un appel à l'assistance de la population. Les nouvelles recrues que – s'imaginait-on – ne manquerait pas de fournir une jeunesse saoudienne désœuvrée et en perte de repères, se sont finalement comptées sur les doigts de la main.

Le régime face à la violence

Les autorités sont ainsi parvenues, avec une relative facilité et contre l'alarmisme d'une grande partie des prédictions – mais l'annonce de la chute prochaine du régime saoudien n'est-elle pas devenue un véritable

5. Ce document a été publié sur le site Internet du mouvement, fermé depuis.

fonds de commerce depuis les années 1980 ? –, à prendre le dessus sur les activistes djihadistes. Depuis les premiers attentats spectaculaires de mai et novembre 2003, aucune opération d'envergure n'a véritablement eu lieu, tandis que les arrestations se sont multipliées. La structure de la société saoudienne, où les liens traditionnels demeurent très forts, a probablement été d'une aide considérable dans cette lutte. Chaque activiste appartient en effet d'abord à une famille ou à une tribu. Ses agissements mettant en péril le groupe entier, souvent ce dernier, pour éviter la marginalisation sociale et politique, n'hésite pas à s'en désolidariser. De même, des cheikhs sahwistes respectés se sont improvisés médiateurs, à l'instar du cheikh Safar al-Hawali, qui est parvenu à persuader plusieurs jeunes activistes djihadistes de sa tribu – les Ghamid – de se rendre aux autorités. Ce contrôle social horizontal, bien plus présent en Arabie que le contrôle vertical caractéristique des *duwal mukhabaratiyya* (« États policiers ») de la région – à l'image de la Syrie ou de l'Irak de Saddam Hussein et des appareils de sécurité démesurés qu'on leur connaît – semble avoir donné de bons résultats.

Un autre facteur essentiel a sans doute été la montée en puissance concomitante de la guérilla sunnite en Irak. Des débats très animés, dont les forums Internet et la revue *La voix du djihad* se sont fait l'écho, ont éclaté au sein de la mouvance djihadiste saoudienne, entre ceux qui estiment que la priorité doit être donnée au djihad dans la péninsule arabique, celle-ci constituant le cœur du monde musulman et la patrie des Lieux saints, et ceux qui rétorquent qu'elle doit aller au djihad en Irak, le combat y étant moins disproportionné et les possibilités d'infliger des pertes à « l'ennemi croisé » plus grandes. Une partie des djihadistes saoudiens a, suite à ces débats, rejoint les champs de bataille du triangle sunnite irakien, accordant ainsi un répit – momentané ? – aux forces de sécurité saoudiennes.

L'émergence d'un réformisme islamo-libéral

La reprise en main de la situation sécuritaire semble pourtant aujourd'hui interférer avec un autre processus, engagé parallèlement à la montée en puissance du courant salafiste-djihadiste : celui de la réforme.

On en vient ici au second courant qui se développe depuis la fin des années 1990 sur la scène politico-religieuse saoudienne, et se construit tant contre la *Sabwa* – et plus encore les salafistes-djihadistes – que

contre l'institution religieuse wahhabite traditionnelle. D'abord porté en partie par des personnalités islamistes issues de la *Sahwa* mais ayant choisi la voie nouvelle de l'islamo-libéralisme, ce courant a pour particularité, et pour force, de rassembler des individus appartenant à l'ensemble des composantes politiques et confessionnelles saoudiennes. Des « islamistes modérés » sunnites, des libéraux sunnites (anciens nationalistes arabes ou communistes, ou encore adeptes d'une modernisation à l'occidentale) et des chiïtes, islamistes ou non, se côtoient en effet dans ce rassemblement d'une nature absolument inédite au royaume saoudien. Ces « islamo-libéraux⁶ » s'accordent pour réclamer, entre autres choses, une constitutionnalisation de la monarchie saoudienne, avec la création d'un parlement élu au suffrage universel, la fin des discriminations à l'encontre de toutes les minorités et une meilleure répartition de la richesse – tout cela, dans le cadre strict de la charia, la loi islamique. En effet, pour les principaux penseurs islamistes de cette mouvance – en tête desquels Abdallah al-Hamid –, une relecture des textes religieux s'impose. Pour al-Hamid en effet, la charia n'est pas cet objet rigide et déconnecté des réalités du monde moderne qu'en ont fait, dans les trois derniers siècles, les oulémas wahhabites de l'institution religieuse officielle. Elle doit être au contraire source d'innovation politique, et c'est en elle que se trouvent les clés d'une réforme du système. Cette position d'al-Hamid est notamment partagée par Muhammad Mahfuz, penseur chiïte de la mouvance islamo-libérale qui – dans un style qui n'est pas sans rappeler celui des modernistes égyptiens du début du xx^e siècle – appelle l'*alim*⁷ à faire usage de son droit légitime à l'*ijtihad*⁸ pour concilier islam, démocratie et modernité⁹. Plus généralement, parmi ces islamo-libéraux, nombreux sont ceux qui fondent leur critique politique du système en place sur une critique religieuse du wahhabisme et de ses excès – chose inédite en Arabie Saoudite.

Ce rapprochement entre islamistes et libéraux, sunnites et chiïtes, sur une plate-forme islamo-démocrate est probablement l'un des développements les plus importants de ces dernières années sur la scène politico-

6. Pour une approche plus détaillée du courant islamo-libéral, voir S. Lacroix, « Between islamists and liberals : Saudi Arabia's new islamo-liberal reformists », *The Middle East Journal*, vol. 58, n° 3, été 2004.

7. L'*Alim* est un savant musulman.

8. L'*Itjihad* est l'interprétation des textes religieux.

9. Entretiens avec l'auteur. Pour un portrait plus détaillé de ces personnages, voir S. Lacroix, art. cité [6].

religieuse saoudienne. Différents manifestes, qui ont recueilli de nombreuses signatures avant d'être rendus publics, ont consacré cette nouvelle tendance. Le premier d'entre eux, évoqué ci-dessus puisqu'il a même reçu le soutien des cheikhs de la « Nouvelle *Sabwa* », s'intitule *Comment nous pouvons coexister*¹⁰. Les signataires, islamistes et libéraux, rassemblés autour d'un des pivots de ce nouvel islamo-libéralisme, le cheikh Abd al-Aziz al-Qasim, y appellent à un dialogue constructif avec l'Occident et expriment le désir de vivre en paix à ses côtés. Le second de cette série de manifestes, présenté au prince héritier Abdallah en janvier 2003 et intitulé *Vision pour le présent et l'avenir de la patrie*¹¹, s'attaque à des questions plus sensibles de politique intérieure : les 104 signataires libéraux, islamistes et chiites y demandent des réformes politiques, économiques et sociales de grande ampleur. Pour la première fois, le mot « constitution » est lâché. Enfin, le troisième manifeste islamo-libéral, *Appel national aux gouvernants et au peuple ensemble : la réforme constitutionnelle d'abord*¹² est rendu public en décembre 2003. Quoique ses demandes soient similaires à celles du manifeste précédent, les nouveautés sont de deux ordres : on compte parmi ses signataires plus d'islamistes qu'en janvier 2003 ; et pour la première fois, les réformistes donnent au régime un délai – trois ans – pour se transformer en monarchie constitutionnelle.

Le pouvoir et la réforme

C'est donc autant en réaction aux pressions intérieures de ce groupe d'islamo-libéraux qu'en réponse aux pressions de l'Administration Bush et à ses velléités de démocratiser la région que le régime s'est lancé, au cours de l'année 2003, dans un programme de réforme politique, sociale et religieuse relativement ambitieux. Le premier pas dans ce sens a été l'organisation en juin 2003, sous les auspices du prince héritier Abdallah, d'une conférence de dialogue national, rassemblant des représentants de l'ensemble des cultes du pays : sunnites d'obédience wahhabite et non-wahhabite, chiites duodécimains, chiites ismaéliens et soufis. La conférence s'est conclue par la rédaction d'une

10. Ce document est disponible en arabe sur <www.islamtoday.net/bayan/bayanm.cfm>. Une traduction anglaise de ce texte est disponible sur <www.americanvalues.org/html/saudi_statement.html>.

11. *Al-Quds al-'Arabi*, 30 janvier 2003.

12. *Al-Quds al-'Arabi*, 19 décembre 2003.

charte, approuvée par le prince héritier, appelant à l'adoption de mesures significatives qui vont dans le sens de la réforme politique et religieuse¹³. Ce dernier point est essentiel car il peut être interprété comme le fruit d'une volonté du pouvoir de « sortir du wahhabisme ». L'enjeu est énorme : cela impliquerait à terme d'abandonner ce qui a depuis toujours été le ciment de l'identité saoudienne, pour fonder une véritable nation sur l'idée moderne de citoyenneté. Une seconde conférence de dialogue national s'est tenue six mois plus tard à La Mecque, rassemblant des représentants de l'ensemble des courants politiques de la scène intellectuelle saoudienne : libéraux et islamistes de toutes obédiences (hormis les djihadistes) y ont été invités. Là encore, une charte finale, reprenant presque mot pour mot les demandes formulées par les réformistes islamo-libéraux en janvier 2003, a été adoptée, avant d'être approuvée par le prince héritier.

Un autre pas significatif dans le sens de la réforme politique a été l'annonce en octobre 2003 de la tenue d'élections municipales partielles dans l'année à venir. Après avoir été repoussées, officiellement pour des raisons techniques, celles-ci devraient finalement avoir lieu entre les mois de février et avril 2005. Elles devront élire la moitié des membres des 178 conseils municipaux dont la création a été annoncée par le prince Mit'eb ibn Abdallah, ministre des municipalités et fils du prince héritier¹⁴.

Enfin, la question de la réforme sociale n'est pas en reste : tant sur la question chiite que sur celles des femmes, des améliorations ont été observées. Dans le premier cas, un certain nombre de contraintes qui pesaient sur la pratique du culte ont été levées. On a ainsi pu voir des processions de milliers de fidèles traverser la ville de Al-Qatif, dans la province orientale, à l'occasion de la fête de Muharram commémorant le martyr de Hussein. Un tel spectacle aurait été impensable ne serait-ce que dix années plus tôt. En ce qui concerne les femmes, des progrès ont également été enregistrés : le Forum économique de Djedda, qui s'est tenu du 17 au 19 janvier 2004, a consacré le rôle économique des femmes en Arabie, et elles s'y sont vu offrir une tribune. La troisième conférence de dialogue national, qui s'est tenue en

13. *Al-Sharq al-Awsat*, 22 juin 2003.

14. Pour la composition des conseils municipaux, voir *Arab News*, 20 octobre 2004.

juin 2004, a porté sur les femmes et si, pour beaucoup, les résultats sont restés bien en-deçà de ce qu'ils escomptaient, le sujet a été reconnu comme constituant un problème à traiter. De manière plus anecdotique, la télévision nationale saoudienne a introduit à l'écran, depuis le mois de janvier 2004, des présentatrices, ce qui constitue, là aussi, une véritable révolution sociale dans le pays¹⁵.

Fin 2003, le processus de réforme en Arabie Saoudite paraissait donc bel et bien lancé, et ce d'autant que la multiplication des attentats, en mai puis en novembre, semblait renforcer la perception par l'élite dirigeante de l'urgence des changements. Pourtant, l'année 2004 a vu le gouvernement saoudien se montrer plus réticent à aller de l'avant vers la réforme politique, et adopter une posture nettement moins conciliante à l'égard des réformistes.

Plusieurs raisons peuvent rendre compte de ce changement. D'abord, le fait que les réformistes islamo-libéraux, jugeant que le processus de réforme avançait trop lentement, aient rédigé une nouvelle pétition en décembre 2003 donnant un délai de trois ans au régime pour se constitutionnaliser, a été considéré comme une provocation inacceptable. Ensuite – et c'est peut-être la raison majeure –, la reprise en main progressive de la situation sécuritaire dans le pays au cours du premier semestre 2004, culminant avec l'élimination à la mi-juin 2004 de Abd al-Aziz al-Muqrin, chef de « Al-Qaida dans la péninsule arabique » a renforcé la légitimité des tenants de la ligne dure. Ce qui s'est traduit, en particulier, par l'arrestation, en mars 2004, de 12 personnalités du mouvement réformiste islamo-libéral, qui venaient d'annoncer leur intention de créer une organisation de défense des droits de l'homme indépendante¹⁶. Trois d'entre eux sont encore aujourd'hui derrière les barreaux, et leur procès – public, ce qui est une première en Arabie Saoudite pour ce type d'affaire – s'est ouvert en août 2004. Enfin, plus récemment, en septembre 2004, le conseil des ministres a adopté une loi interdisant à tout individu travaillant pour l'État – ce qui inclut par exemple les professeurs d'universités, très représentés parmi les intellectuels réformistes – de critiquer la politique menée par le gouvernement, dans des pétitions ou dans des déclarations aux médias locaux

15. *Al-Sharq al-Awsat*, 12 janvier 2004.

16. *Al-Quds al-'Arabi*, 16 mars 2004.

ou internationaux¹⁷. Cette loi peut être comprise comme une mesure préventive, visant à dépolitiser les enjeux des élections municipales prévues pour débuter en février 2005.

*
**

Si ce durcissement peut, dans le contexte d'accalmie sécuritaire et d'augmentation considérable des revenus du pétrole que connaît l'Arabie Saoudite depuis le second semestre de 2004, sembler tenable dans un premier temps, il pourrait en découler assez rapidement des effets négatifs.

Le mouvement réformiste islamo-libéral présente cette particularité essentielle de rassembler des intellectuels appartenant à l'ensemble des groupes confessionnels et régionaux du pays, disposés à œuvrer ensemble pour le changement dans un cadre national saoudien. Les chiïtes de la province orientale y sont par exemple très bien représentés par un groupe d'intellectuels influents réputés proches du cheikh Hasan al-Saffar, leader politique historique de la communauté chiïte saoudienne, et ancienne figure de proue de l'Organisation de la révolution islamique dans la péninsule arabique (le grand parti chiïte d'inspiration khomeiniste des années 1980). Cette volonté explicite des leaders chiïtes de s'intégrer au champ politique national saoudien représente un tournant dans l'histoire politique de l'Arabie Saoudite, dont l'importance ne doit pas être sous-estimée. Mais dans le même temps, des forces centrifuges existent dans la mouvance chiïte saoudienne, dont le poids relatif augmentera à mesure que la stratégie nationaliste saoudienne des réformistes islamo-libéraux semblera échouer. Un tel processus mènerait, à terme, au retour sur le devant de la scène politique chiïte saoudienne des tendances séparatistes, que le cheikh Hasan al-Saffar est jusqu'à présent parvenu à maîtriser. De plus, l'affirmation éventuelle d'un pouvoir chiïte dans l'Irak voisin, au lendemain des élections prévues pour janvier 2005, galvaniserait sans aucun doute les partisans de la stratégie sécessionniste. En dehors de la province orientale, cette interrogation vaut, quoique dans une mesure moindre, pour le Hedjaz, également représenté par un groupe d'intellectuels influents au sein du conglomérat islamo-libéral.

17. *Al-Hayat*, 14 septembre 2004.

D'autre part, l'impression de victoire sur les militants djihadistes pourrait s'avérer trompeuse. Le conflit irakien a drainé une partie de ces activistes hors d'Arabie Saoudite, offrant au régime un répit. Mais celui-ci pourrait n'être que temporaire, le retour éventuel de ces activistes dépendant en dernière analyse de l'évolution de la situation en Irak. Dans le pire des scénarios, l'Irak pourrait même se transformer en un nouvel Afghanistan, où toute une nouvelle génération de djihadistes se formeraient au combat avant de rejoindre leurs pays d'origine – l'Arabie Saoudite figurant en bonne place parmi ceux-ci. Là encore, l'avenir de l'Arabie Saoudite se trouve donc en partie lié à celui de l'Irak.

Si la stabilité de l'Arabie Saoudite semble donc aujourd'hui en partie retrouvée, de nombreuses hypothèques demeurent. Certaines ne dépendent pas du pouvoir saoudien, comme la question irakienne, tandis que d'autres sont directement liées aux choix auxquels le gouvernement doit aujourd'hui faire face. Le traitement de la question de la réforme – et avec elle des relations avec le mouvement réformiste islamo-libéral – constitue certainement la plus cruciale d'entre toutes : la négociation d'un nouveau contrat social, entamée avec les premières conférences de dialogue national, apparaît aujourd'hui essentielle pour garantir une stabilité de long terme au royaume. Or, le récent durcissement laisse penser que cette nécessité fait moins que jamais l'objet d'un consensus au sein de l'élite régnante. Dans ce contexte, les élections municipales partielles de 2005 seront sans doute vues comme un test de la détermination du pouvoir à poursuivre l'ouverture. ■